



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Salage des routes départementales de désenclavement pour la période 2025 - 2026

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 17 juillet 2025 à 16 : 00

Département de la Vienne

Place Aristide Briand

CS 80319

86008 Poitiers CEDEX

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Identification de l'acheteur.....	3
1.3 - Mode de passation	3
1.4 - Type de contrat.....	3
1.5 - Décomposition de la consultation	3
1.6 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
6.1 - Transmission électronique.....	7
6.2 – Copie de sauvegarde	8
6.3 – Assistance téléphonique – outils d’aide	8
6.4 – Identification des opérateurs économiques.....	9
6.5 – Délais de transmission de la réponse électronique – délais de téléchargement – chiffrement	9
6.6 – Signature électronique – Certificat électronique.....	9
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution des marchés	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Salage des routes départementales de désenclavement pour la période 2025 - 2026.

Lieu(x) d'exécution :

Département de la Vienne

1.2 - Identification de l'acheteur

Département de la Vienne

Représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental de la Vienne

1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.4 - Type de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum par lot.

Les montants maximums sont :

Lots	Maximum en € HT
Lot 1	12 000 €
Lot 2	24 000 €
Lot 3	24 000 €
Lot 4	24 000 €
Lot 5	12 000 €
Lot 6	12 000 €
Lot 7	24 000 €
Lot 8	30 000 €
Lot 9	12 000 €
Lot 10	12 000 €
Lot 11	24 000 €

1.5 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 11 lots, correspondant à un circuit dont le nombre de km varie selon le lot.

Lot(s)	Désignation
1	LOUDUN SECTEUR 1 22,335 KM
2	LOUDUN SECTEUR 2 32,186 KM
3	MIREBEAU 37,892 KM
4	LENCLOITRE ST-GERVAIS 34,689 KM
5	SAINT-GERVAIS 10,291 KM
6	PLEUMARTIN 17,445 KM
7	CHATELLERAULT 33,418 KM
8	GENCAY CIVRAY 41,234 KM
9	CIVRAY 13,178 KM
10	GENCAY 14,355 KM
11	CHAUVIGNY ST-SAVIN 29,225 KM

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre séparé.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90611000-3	Services de voirie

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le groupement est conjoint, le mandataire désigné pour ce groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Pour l'ensemble de lots, les candidats peuvent faire une proposition pour les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Prix	Libelle	Description
1 à 11	3	Prix forfaitaire : Mise à disposition du matériel (lame de raclage uniquement)	Mise à disposition du matériel (lame de raclage uniquement) et disponibilité pendant la période hivernale
	4	Prix au km : Prix de raclage	Prix de raclage comprenant le montage de la lame, la mise en route et toutes dépenses afférentes à la prestation
	5	Prix au km : Prix de salage et raclage	Prix de salage et raclage comprenant le chargement, le montage de la lame, la mise en route, l'approvisionnement en sel aux centres de la Direction des Routes et toutes dépenses afférentes à la prestation

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification du marché.

La période d'exécution des prestations s'étale sur 4 mois (période du 15 novembre 2025 au 15 mars 2026).

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées sur les ressources propres du Département de la Vienne.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), servant de base pour la comparaison des offres
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La fiche de renseignements du candidat
- Les circuits de salage 2025 - 2026

- Les notices DC1 et DC2 et leurs notices explicatives

Dispositions concernant les modifications de détail du DCE :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Les candidatures peuvent être présentées suivant deux modalités :

1ère modalité :

Les candidats peuvent utiliser le **document unique des marchés européens** (DUME). Ce document se substitue au dispositif du marché public simplifié (MPS).

Le DUME, créé pour la présente consultation, est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Il porte le numéro ID **2nyd7ul7** qu'il conviendra de réutiliser pour répondre au DUME-Acheteur.

Afin de vous aider à répondre avec le DUME, est joint au présent dossier de la consultation la **fiche pratique** de l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE) intitulée « Compléter un document unique de marché européen (DUME) » (annexe 2 au présent règlement de la consultation).

Si un groupement d'entreprises candidate à cette consultation via le DUME, il est nécessaire que chaque cotraitant remplisse le DUME. Il en va de même pour chaque sous-traitant.

2ème modalité :

Conformément aux indications fournies par le Ministère de l'Economie et des Finances, il est encore possible, sans que leur suppression définitive ne soit envisagée à court ou moyen terme, de présenter sa candidature à l'aide des formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces derniers, qui ne sont pas des formulaires obligatoires, seront donc acceptés par le pouvoir adjudicateur pour autant que l'opérateur économique choisisse de ne pas avoir recours au DUME. Il est toutefois conseillé de déposer sa candidature par le biais du DUME.

Nota : Les entreprises de création récente n'étant pas en mesure de produire les références et documents demandés, sont invitées à justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières par tout autre moyen et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE)
Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété
Le détail quantitatif estimatif (DQE) complété
La fiche de renseignements

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

Conformément à l'article R.2132-7 du Code de la commande publique l'acheteur **impose** la transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

La réponse électronique devra être obligatoirement déposée sur le profil acheteur du Département de la Vienne à l'adresse suivante qui garantit l'intégrité, la confidentialité et la sécurité des transmissions :

<https://marches.departement86.fr>

Au regard de cette obligation, les candidats sont informés que toute offre transmise par voie papier sera déclarée irrégulière et qu'à ce titre, elle pourra être rejetée pour ce seul motif. L'acheteur pourra néanmoins recourir aux dispositions de l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique permettant de régulariser une offre irrégulière pour autant que celle-ci ne soit pas anormalement basse. Toutefois, les candidats sont informés qu'il ne s'agit là que d'une faculté. Si l'acheteur décide de régulariser une telle offre papier, il

demandera alors au candidat concerné que lui soit transmise, en lieu et place de l'offre papier sans modification, la même offre mais sous forme électronique.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique (horodatage).

Précision : conformément à l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

Tout pli électronique parvenu hors délai, c'est-à-dire après l'heure et la date limite fixée dans le présent règlement de la consultation sera rejeté.

6.2 – Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques **pourront doubler leur dépôt électronique** par l'envoi d'une copie de sauvegarde (sous forme papier ou au format physique électronique de type Clé USB ou CD-ROM par exemple).

Celle-ci devra impérativement parvenir dans le délai de rigueur fixé dans le présent règlement de la consultation (même délai que l'offre électronique).

Elle devra être transmise **sous pli fermé** à l'adresse suivante :

**DEPARTEMENT DE LA VIENNE
DGAAT2D- DIRECTION DES ROUTES
POLE ADMINISTRATIF / MARCHES
PLACE ARISTIDE BRIAND
86008 POITIERS CEDEX
et comporter obligatoirement les mentions ci-après :**

« Salage des routes départementales de désenclavement
pour la période 2025 - 2026
Lot(s) n° :.....»
« copie de sauvegarde »

Précision : la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

6.3 – Assistance téléphonique – outils d'aide

Le profil acheteur met à disposition des opérateurs économiques :

- en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, une **assistance téléphonique d'urgence au n° indigo suivant : 0820 20 77 43** indiqué sur la plateforme (bouton aide). Le service de support est ouvert de 9 h 00 à 19 h 00 tous les jours ouvrés,
- un « **guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques** » (bouton aide).

De même, des recommandations aux entreprises et des pré-requis techniques notamment sur le **certificat électronique** sont disponibles. Consulter **l'onglet en bas de l'écran sur la plateforme « pré-requis techniques »**.

6.4 – Identification des opérateurs économiques

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction.

Il est précisé que, pour accéder aux documents de la consultation, **l'identification des opérateurs économiques est fortement conseillée**. Seule l'identification permet d'être tenus informés de manière automatique de toute modification ou précisions éventuellement apportées au DCE et de toute réponse à des questions qui peuvent être posées. Si toutefois l'opérateur économique fait le choix de ne pas s'identifier au moment du téléchargement du DCE, il lui appartiendra de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

6.5 – Délais de transmission de la réponse électronique – délais de téléchargement – chiffrement

Les candidats sont informés qu'il convient de **prévoir un temps de transmission suffisant**. L'acheteur ne saurait être tenu pour responsable en cas d'incapacité à télé-transmettre dans les délais.

Il convient en effet de prendre en compte les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via le profil acheteur au regard notamment les capacités techniques du matériel, du type de raccordement à internet et du trafic sur le réseau internet, voire de la taille des documents à transmettre. Ils peuvent, en effet, augmenter le délai moyen de téléchargement.

6.6 – Signature électronique – Certificat électronique

La signature électronique des offres est pour le moment facultative. Il est toutefois vivement conseillé aux opérateurs économiques de faire les démarches nécessaires pour obtenir un certificat électronique car la signature électronique va rapidement devenir obligatoire.

Les opérateurs économiques qui disposent d'un certificat électronique et qui signaient déjà électroniquement leurs offres peuvent continuer à le faire, y compris au stade du dépôt des offres, étant précisé que seul l'acte d'engagement (ou le contrat) doit être signé et que la signature du fichier ZIP n'emporte pas signature des éléments qu'il contient.

Les opérateurs économiques sont informés que tant que la signature électronique n'est pas rendue obligatoire, l'acheteur rematéralisera l'acte d'engagement pour qu'il soit signé manuscritement par les parties. L'opérateur économique concerné recevra, à cet effet, un message électronique via le profil acheteur dans lequel il lui sera demandé de transmettre, à l'adresse postale spécifiée ou contre récépissé, l'acte d'engagement signé manuscritement. Il est précisé que l'acte d'engagement signé manuscritement ne devra pas avoir été modifié par rapport à la version électronique initiale. Si tel devait être le cas, l'opérateur économique encourrait le rejet de son offre pour ce motif. L'acte d'engagement signé des deux parties sera ensuite scanné et envoyé, pour modification à l'opérateur économique concerné, via le profil acheteur.

Un **outil de signature et de co-signature** intitulé « ATEXO-sign » est disponible sur le profil acheteur [Bouton outil de signature disponible à partir du bandeau horizontal sur la page d'accueil du profil acheteur – Se référer à la notice d'utilisation dans la rubrique « Aide/outils informatiques/Utilitaire ATEXO-Sign V4 de signature hors ligne ».

6.6.1. Modalités de signature électronique

S'il est signé électroniquement, l'acte d'engagement ou le contrat en tenant lieu doit être signé selon les modalités prévues à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les opérateurs économiques sont alors tenus d'utiliser une signature électronique avancée conforme aux exigences du règlement n° 910-2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

- Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement sus-visé,
- Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux mêmes exigences.

6.6.2. Certificat de signature électronique

Le certificat de signature électronique (clé format USB ou carte à puce) qui supporte la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise permet à la fois d'identifier le signataire de façon nominative, de garantir l'intégrité du document et engage le signataire.

Les certificats de signature sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés. **La liste des prestataires qualifiés est disponible à l'adresse internet suivante :**

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Le coût et la durée d'obtention varie selon les prestataires.

6.6.3. Format de signature électronique

Conformément aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution n° 2015-1506 de la Commission du 8 septembre 2015, les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES. L'acheteur précise que la signature au format PAdES a sa préférence (fichier PDF avec signature intégrée).

Le signataire utilise cependant le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Nota : Le profil acheteur propose un outil de signature en libre accès : [bouton « outils de signature – signer un document » bouton à gauche de l'écran d'accueil].

6.6.4. Vérification de la validité de la signature électronique

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 12 avril 2018 susmentionné, la validité de la procédure de vérification de la signature se constate par un contrôle fonctionnel qui porte au minimum sur les points suivants :

- L'identité du signataire,
- L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats requis,
- Le respect du format de signature,
- Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de signature,
- L'intégrité du document signé.

Le système utilisé pour valider la signature fournit le résultat du processus de validation et permet de détecter tout problème relatif à la sécurité.

Le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique est mis gratuitement à disposition lors du dépôt de document signé.

Toutefois, dès lors que l'opérateur économique utilise un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

6.6.5. Frais d'accès au réseau – fuseau horaire

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

6.6.6. Format électronique des documents transmis et nommage

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc, docx, .xls, xlsx, .jpg, .odt, .odf, .htm, .bmp, pdf.

Concernant le nommage des fichiers, les candidats sont invités à indiquer clairement les noms des fichiers, sans être trop longs, et leur numéro de version.

L'utilisation d'accents dans les noms de fichiers et plus généralement de tous les symboles et caractères spéciaux est prohibée, ne pas utiliser les .exe et les macros.

6.6.7. Virus informatique

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités techniques.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	70%
2-Délai d'intervention	30%

Chaque candidat se verra attribuer une note sur 10 pour chaque critère, à laquelle sera appliquée la pondération correspondante.

Les prestations supplémentaires éventuelles de raclage et de salage/raclage étant non imposées, elles ne seront pas prises en compte lors de l'analyse des offres. Seules les offres de base seront analysées en une seule fois au niveau du critère « prix des prestations ».

Néanmoins, le choix de retenir ou non les PSE associés à l'offre retenue sera effectué au moment de l'attribution.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif,

le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation avec les 2 candidats placés en tête de classement après une première analyse des offres. Les modalités de négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité de ne pas négocier si les offres reçues répondent aux exigences souhaitées.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire d'ordre administratif concernant cette consultation, les candidats peuvent contacter par téléphone Mme BLANCHARD au 05 49 62 91 09 ou M. BREMAUD au 05 49 62.91 13.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Poitiers

15 rue Blossac

BP 541

86020 POITIERS CEDEX 1

Tél : 05 49 60 79 19

Télécopie : 05 49 60 68 09

Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Greffier du Greffe du Tribunal Administratif de Poitiers

Hôtel Gilbert

15 rue Blossac

BP 541

86020 POITIERS CEDEX 1

Tél : 05 49 60 79 19

Télécopie : 05 49 60 68 09

Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr